



Le regard des Français sur la RSE

Vague 5

Etude Ifop pour
le Cercle de Giverny
1^{er} Septembre 2023



Forum de
Giverny

1^{er} RDV annuel de la RSE

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Marie Fevrat / Enora Lanoë-
Danel

Département Opinion et Stratégies
d'Entreprise



MÉTHODOLOGIE

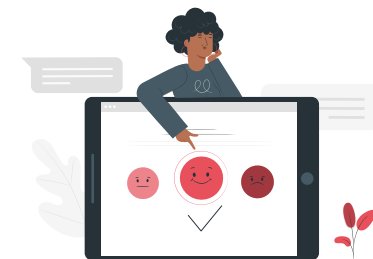
Etude réalisée par l'Ifop pour le Cercle de Giverny



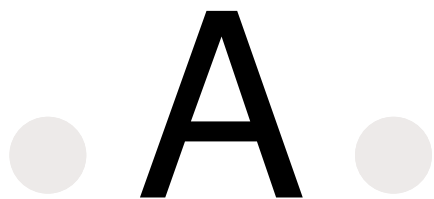
L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1010 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de l'interview(é)) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 23 au 24 août 2023.

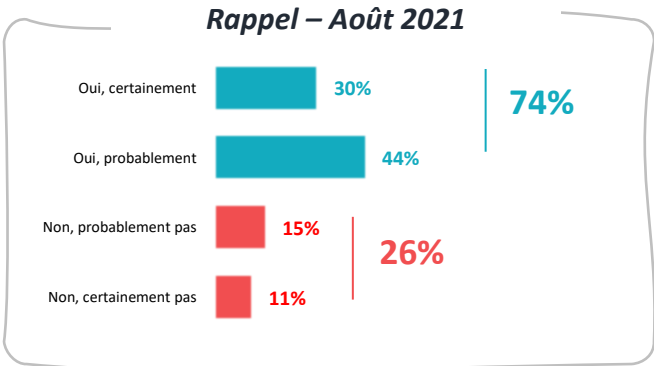
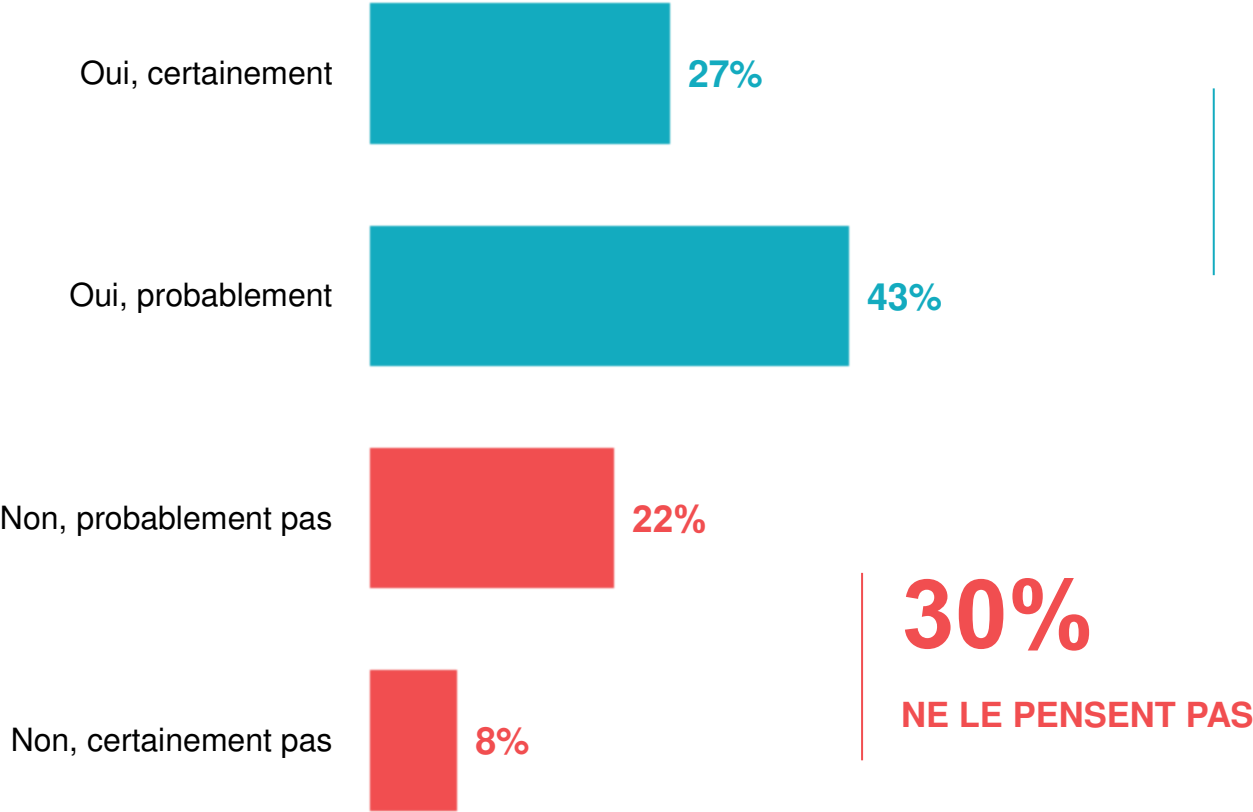


Comment représenter la nature dans
les instances de décision ?



Le jugement sur le fait de lier la rémunération variable des dirigeants de grandes entreprises privées à l'atteinte d'objectifs écologiques

QUESTION : Selon vous, la rémunération variable des dirigeants de grandes entreprises privées (comme les primes ou les bonus) doit-elle dépendre de l'atteinte d'objectifs en matière de protection de la nature et de la biodiversité ?

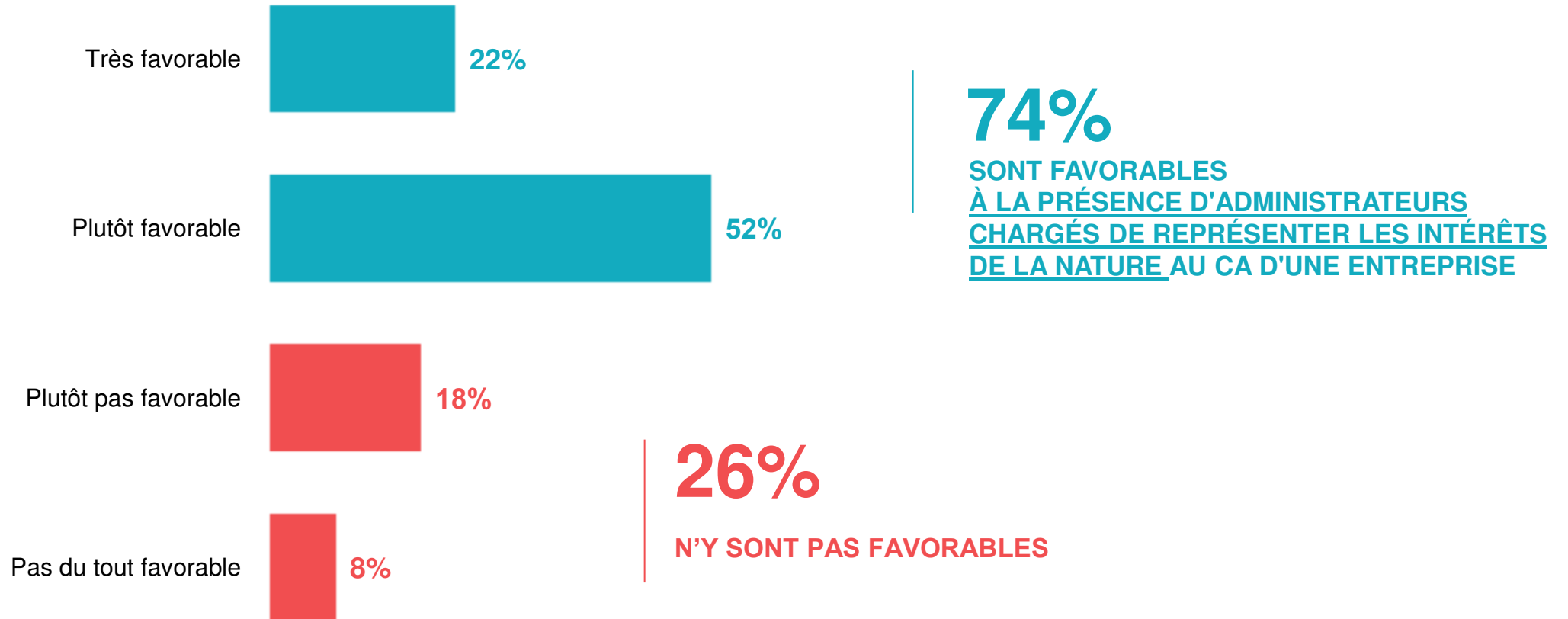


Etude Ifop pour le Cercle de Giverny, menée auprès d'un échantillon de 1074 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 27 août 2021, selon la méthode des quotas.

L'adhésion à la présence d'administrateurs chargés de représenter les intérêts de la nature au CA d'une entreprise



QUESTION : Êtes-vous favorable ou pas favorable à la présence d'un ou de plusieurs administrateurs chargé(s) de représenter les intérêts de la nature (protection de la nature et de la biodiversité...) au conseil d'administration d'une entreprise ?



● B ●

La transformation responsable des
business models avec le numérique



La mesure principale permettant de maximiser l'efficacité de la lutte contre l'obsolescence programmée



QUESTION : Selon vous, la lutte contre l'obsolescence programmée (stratégie industrielle visant à réduire, lors de la conception d'un produit, sa durée de vie ou d'utilisation pour inciter le consommateur à le remplacer plus souvent) des logiciels et matériels informatiques en favorisant les produits reconditionnés serait-elle plus efficace... ?

En mettant en place de « bonnes pratiques » collectives partagées entre les acteurs concernés (fabricants, plateformes, dirigeants d'entreprise...)



En permettant à chaque entreprise de mener sa propre politique en la matière



En créant un outil digital de collecte de données sur le cycle de vie des produits



Les mesures permettant d'aider les dirigeants d'entreprise à rendre leur modèle économique plus durable



QUESTION : À votre avis, comment aider les dirigeants d'entreprises à transformer leur modèle économique de manière plus responsable, grâce au numérique ?

En indexant une partie de la rémunération des dirigeants sur la base d'indicateurs d'impacts ESG (Environnement, Social et Gouvernance)

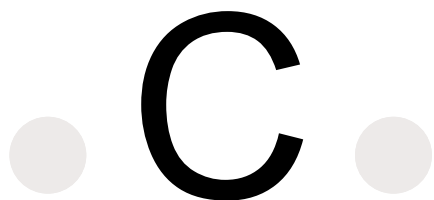


En rendant obligatoire la formation des dirigeants (Comex, conseil d'administration, syndicats d'entreprises, etc.) à la transformation responsable des modèles économiques



En créant une plateforme de formation collaborative pour encourager la diffusion de bonnes pratiques autour du changement de modèle économique





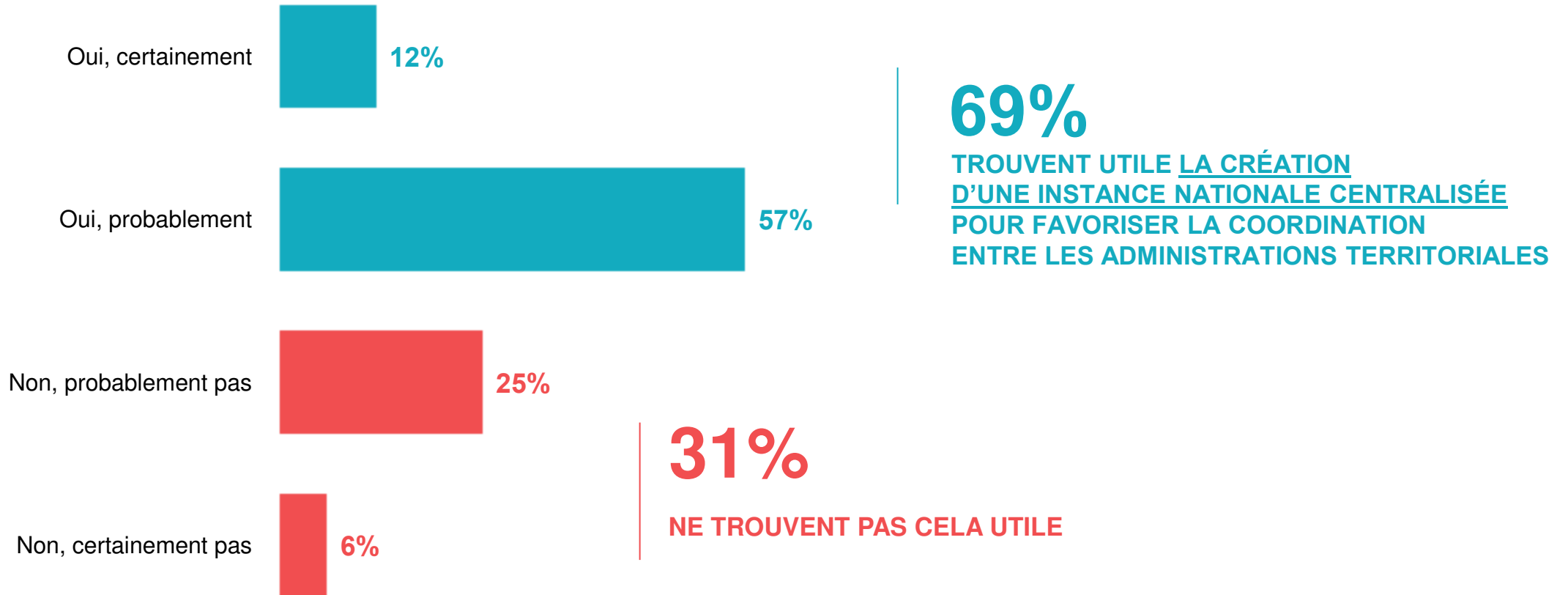
Accélérer et financer le déploiement
des énergies renouvelables



Le jugement sur l'utilité d'une instance nationale centralisée pour favoriser la coordination entre les administrations territoriales



QUESTION : D'après vous, la création d'une instance nationale centralisée peut-elle permettre une meilleure coordination entre les administrations territoriales et accélérer le développement des énergies renouvelables dans les différentes régions de France ?



Les mesures permettant de rééquilibrer le partage de la valeur et les projets durables pour le territoire français



QUESTION : Comment rééquilibrer le partage de la valeur et les retombées économiques des projets d'énergies renouvelables pour le territoire français ?

Mieux répartir les bénéfices fiscaux en fonction du niveau de proximité des projets plutôt que par découpage administratif, afin de mieux valoriser les communes limitrophes



49%

Impliquer les habitants de la commune en leur proposant d'investir dans des projets liés aux énergies renouvelables ou de bénéficier d'installations en lien avec ces projets (bornes de recharge par exemple)



34%

Créer un chèque énergie pour les habitants des communes ayant installé un parc éolien ou solaire



17%

● D ●

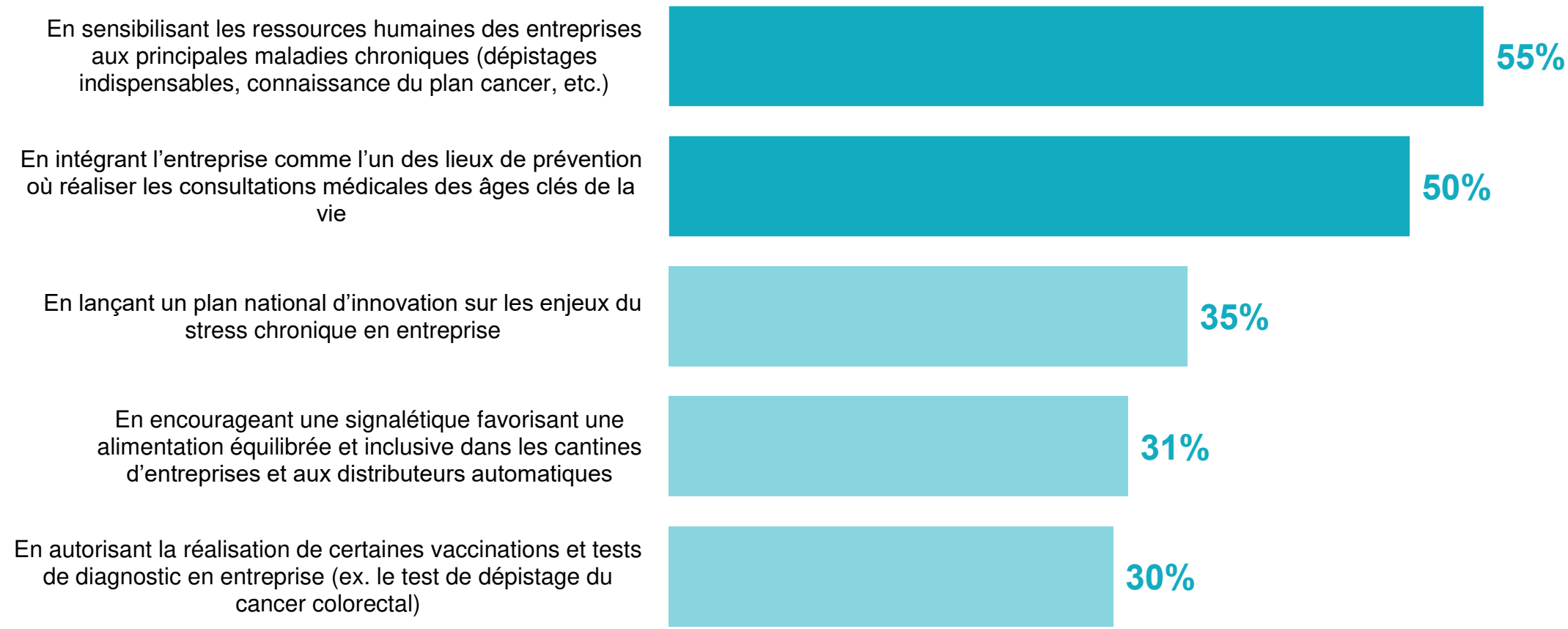
Santé des salariés :
quel nouveau modèle pour l'entreprise ?



Les mesures permettant de faire de l'entreprise un lieu de prévention et de promotion de la santé en France



QUESTION : D'après vous, comment faire de l'entreprise un lieu de prévention et de promotion de la santé en France ?



Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

Les aménagements susceptibles de mieux prendre en compte les salariés atteints de maladies chroniques en entreprise



QUESTION : 15 % de la population active française est atteinte de maladie chronique.

À votre avis, comment les entreprises peuvent-elles adapter l'organisation du temps de travail aux salariés atteints de maladie chronique ?

En aménageant le temps de travail des salariés atteints d'une maladie chronique, visible ou invisible

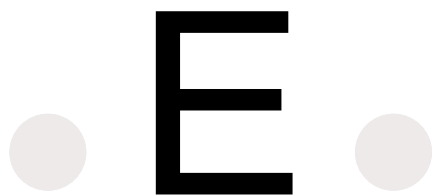


En réinventant les espaces de repos et les sanitaires pour les rendre plus adaptés aux besoins des salariés atteints de maladie chronique, visible ou invisible



En mettant en place des espaces d'écoute et d'échange avec des salariés formés à une écoute active « travail et maladie »





Comment tirer parti de la CSRD pour sa stratégie d'entreprise ?



Le jugement sur la possibilité pour les acheteurs publics de choisir les offres sur des critères extra-financiers

QUESTION : A votre avis, les acheteurs publics (l'État, les Collectivités...) doivent-ils pouvoir choisir les offres les plus performantes sur les critères extra-financiers ?

